

# LETTRE FLASH N° 120

09 OCTOBRE 2025

## APPEL DE LA COMMISSION ADMINISTRATIVE

La profonde crise, politique et sociale, que nous subissons compromet de plus en plus dangereusement notre démocratie. C'est l'extrême-droite qui, une nouvelle fois, peut tirer partie de cette crise en se nourrissant du désespoir social et politique exacerbé par la politique menée par Emmanuel Macron. **Le SNESUP-FSU rappelle solennellement son opposition aux idées xénophobes et racistes de l'extrême-droite, et à sa vision réactionnaire et anti-républicaine de l'École comme de l'enseignement supérieur et de la recherche.**

Le SNESUP-FSU porte des propositions de progrès social et de justice fiscale et environnementale. Il exige une rupture claire avec les orientations austéritaires du budget et avec les politiques économiques, sociales et environnementales qui vont à l'encontre des besoins de la population. **La réforme des retraites doit être abrogée. D'autres choix budgétaires doivent être effectués pour garantir la qualité et la pérennité de nos services publics et de notre protection sociale.**

Le sous-financement récurrent de l'ESR sape les fondements et la capacité à remplir ses missions de formation et de recherche. La mise en place des contrats d'objectifs, de moyens et de performance (COMP dits "100 %") est l'occasion d'aller encore plus loin dans le saccage du service public de l'ESR, en amplifiant la concurrence entre établissements. Derrière le discours sur la performance et la « rentabilité », on voit se profiler une augmentation généralisée des droits d'inscription, des fermetures de formations notamment en LLSHS, l'abandon de celles qui ne sont pas « rentables » au profit des formations privées, et le non financement de pans entiers de la recherche. Le SNESUP-FSU dénonce également le choix du CNRS de se désengager d'un certain nombre de laboratoires, illustration d'une politique des "key labs", pourtant officiellement abandonnée. Ce désengagement met en péril le paysage national de la recherche publique au profit d'une logique de concentration des moyens et au mépris des personnels et des recherches concernées. La recherche fondamentale est la première à payer le prix de ce sous-financement alors qu'elle est le carburant indispensable aux progrès de tous ordres. **Le SNESUP-FSU appelle à faire remonter dès maintenant les témoignages des situations locales.**

Dans ce contexte de sous-financement, **le SNESUP-FSU dénonce les discours insistants sur le développement des ressources propres qui constitue une forme d'entrave à la liberté académique.** En témoigne la convention établie entre Total Energies et le Collège de France qui contient en échange du financement d'une chaire une clause dite « de non-dénigrement » qui engage le Collège de France à ne pas « porter atteinte à l'image ou à la notoriété » de Total. L'orientation des recherches et l'interdiction de toute critique représentent des atteintes graves à l'indépendance des acteurs et actrices de la recherche et remettent en cause la liberté académique. À tel point que l'on empêche les collègues d'avoir connaissance du contenu de ces contrats. Le récent arrêt du Conseil d'État à propos des liens entre l'école Polytechnique et ses « mécènes » est à cet égard délétaire. En invoquant « le secret des affaires », le Conseil d'État privilégie ainsi des intérêts privés, bien étrangers au droit des citoyen·nes à être informé·es et, surtout, à celui des enseignant·es-chercheur·es de voir leur liberté académique protégée.

De plus en plus de collègues sont aujourd'hui attaqué·es pour leurs travaux scientifiques ; d'autres le sont pour leur engagement syndical, jusqu'à se trouver menacé·es dans leur intégrité physique. **Le SNESUP-FSU réaffirme son attachement à la liberté académique et au droit syndical dont l'exercice est attaqué.**

En ce début d'année universitaire, la mobilisation pour un autre budget a été vive. Dans l'ESR, les mots d'ordre sont clairs. Il y a urgence à investir pour l'avenir du service public, de son personnel et de la jeunesse. **Le SNESUP-FSU appelle à poursuivre cette mobilisation pour un autre budget de l'ESR et donc à voter systématiquement contre les budgets de retour à l'équilibre, qui ne permettent pas aux universités de remplir leurs missions.**

**Le SNESUP-FSU appelle à se syndiquer et à faire se syndiquer.**

La montée des forces réactionnaires et le durcissement des politiques sociales fragilisent les droits des agents, le dialogue social. Les conditions de travail ne cessent de se dégrader. Dans ce contexte, les organisations syndicales, dans leur unité, restent un contre-pouvoir et un rempart indispensable. Elles permettent de rompre l'isolement, de se protéger collectivement, d'offrir une alternative au repli sur soi, de partager des expériences et de porter ensemble des revendications au service du plus grand nombre. Dans l'ESR, le SNESUP-FSU appelle à une campagne volontariste pour amener l'ensemble des collègues à adhérer au SNESUP-FSU.

Pour gagner de nouveaux droits et des emplois de titulaires, pour obtenir la revalorisation de nos métiers, de nos salaires et refuser la précarité croissante, soyons nombreuses et nombreux à résister collectivement, à construire des alternatives et à être force de proposition. Le SNESUP-FSU appelle toutes et tous les collègues enseignant-es et enseignant-es-chercheur-ses, titulaires, contractuel-les ou vacataires, doctorant-es, actifs et actives ou retraité-es à le rejoindre pour, ensemble, gagner un enseignement supérieur ouvert à toutes et tous, gratuit, ambitieux et émancipateur, au service de l'intérêt général et du progrès social. C'est possible avec un syndicat fort. D'autres choix sont possibles, imposons-les ensemble, rejoignez-nous !

**Vote : 35 pour, 2 contre, 2 Abstentions**